



11 novembre 2018

100 ans de combats contre la guerre capitaliste

En ce 100^{ème} anniversaire de l'armistice du 11 novembre, 1^{ère} guerre mondiale voulue par une volonté de découpage du monde par les puissances industrielles, l'ARAC tient tout d'abord à rendre hommage aux millions d'êtres humains sacrifiés dans ce conflit, aux millions de soldats de près de 100 nations, morts dans les différents champs de bataille.

Notre association créée en 1917 par 4 hommes, 4 soldats marqués par l'injustice et l'inhumanité de cette guerre, H. Barbusse, P. Vaillant-Couturier, R. Lefebvre, G. Bruyère avaient compris que la guerre avait été engagée par les grandes puissances pour s'assurer de nouvelles terres à exploiter, ils décidèrent de créer une association qui puisse agir, « une société de mutilés et d'anciens combattants pour combattre la guerre capitaliste » comme le disait l'ouvrier Georges Bruyère qui avait en tête les 1.350.000 morts français, 3,5 millions de blessés dont près de 2 millions restés mutilés.

Henri Barbusse tient à préciser que cette association ne pouvait s'en tenir seulement à défendre des anciens combattants et des autres victimes de la guerre car les satisfactions de leurs revendications ne seraient qu'apparentes et vite abandonnées, sans un ordre social démocratique qui protégerait ces conquêtes d'où la nécessité d'agir pour une organisation profondément démocratique de la vie nationale. Autrement dit défendre la République pour s'appuyer sur elle.

Durant 100 ans, l'ARAC a mené le combat pour défendre l'ordre démocratique assuré par la République, les droits à réparation des anciens combattants et des victimes de guerre, droits qui constituent la dette de l'état à l'égard de tous les citoyens et citoyennes victimes des combats, reconnus par le Parlement unanime le 31 mars 1919, pour défendre tous les droits sociaux qui en sont la garantie, et obtenir la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple, preuve que cette guerre n'avait jamais été voulue par le peuple.

Cette guerre a fait 9 millions de morts en Europe, 20 millions à l'échelle de la planète.

En cette année du centenaire, rien n'est plus urgent que de s'appuyer sur notre histoire, sur nos valeurs républicaines pour empêcher que se renouvelle un tel cataclysme, rien n'est moins urgent que de respecter la démocratie, de respecter chaque nation face à ceux qui dans l'Union Européenne veulent les faire marcher au pas pour le plus grand malheur des peuples.

Il est grand temps pour avancer vers la paix d'assurer la liberté de chaque nation à disposer d'elle-même, de garantir ainsi sa souveraineté. De cette façon se construiraient des rapports d'intérêts mutuels entre les peuples, ainsi seraient garantie la condition fondamentale à réaliser pour garder une paix durable en Europe et dans le monde.

L'actualité nous rappelle à chaque instant ces enseignements de l'histoire du monde et de notre continent. Rappelons-nous en ce jour anniversaire que la volonté des peuples à travers la Charte des Nations Unies au lendemain de la Seconde guerre mondiale était :

Nous, peuples des Nations Unies, résolus

à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Sachons, en ce jour de commémoration, tirer les leçons de l'histoire pour garantir l'avenir des générations futures.

Villejuif, le 16 octobre 2018